COOPÉRATION AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE EN VUE
D'ACCROÎTRE LES APPROVISIONNEMENTS DE MATÉRIEL
ÉDUCATIF, SCIENTIFIQUE ET CULTUREL DANS LA RÉGION
DE LA CEAE0

Résolution adoptée le 29 octobre 1949 (E/CN.11/229)

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient,

Prend note du mémorandum présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur les mesures d'ordre économique à prendre pour accroître les approvisionnements de matériel éducatif, scientifique et culturel dans la région de la CEAE0 (E/CN.11/199/Annexe A),

Se réjouit de la coopération qui s'est établie, comme l'annonce le Secrétaire exécutif (E/CN.11/199), entre le secrétariat de la Commission et celui de l'UNESCO ;

Appuie sans réserve les efforts tentés par l'UNESCO pour accroître les approvisionnements de ce matériel et pour éliminer les obstacles d'ordre commercial et autres qui s'opposent aux mouvements de ce matériel ;

Félicite le Gouvernement de l'Australie du bel exemple de générosité qu'il a fourni en faisant don de matériel aux pays de la région ;

Recommande que les gouvernements coopérant de tout leur cœur aux efforts de l'UNESCO en ce domaine, y compris l'examen des voies et des moyens nécessaires pour se procurer ce matériel auprès de toutes les sources possibles ou pour l'obtenir au moyen de crédits à long terme ou de subventions ;

Invite le Secrétaire exécutif à créer, en coopération avec le Directeur général de l'UNESCO, un petit groupe de travail, composé de membres des deux secrétariats et des experts compétents, qui agira en étroite collaboration avec les autres organes des Nations Unies, par exemple avec la Commission économique pour l'Europe, en vue :

a) d'étudier la situation dans la région de la CEAE0 en ce qui concerne la production et la distribution du matériel éducatif, scientifique et culturel, en gardant présente à l'esprit la nécessité de procurer ce matériel en plusieurs langues ;

b) de dresser, en consultation avec les gouvernements de la région, des listes de besoins prioritaires pour ce matériel ;

c) D'examiner dans quelle mesure il est possible de répondre à ces besoins en faisant appel aux ressources nationales et régionales, y compris les moyens d'accroître la production de ce matériel dans la région et la mesure dans laquelle il est nécessaire de l'importer de l'extérieur de la région ;

d) D'examiner, lorsqu'il s'agit d'importations, quelles sont les sources possibles d'approvisionnement et, particulièrement, d'approvisionnement en provenance des pays de la zone sterling ou à change faible ;

e) De présenter aux gouvernements de la région des recommandations sur le meilleur moyen de répondre à leurs besoins de matériel, en faisant appel : i) aux sources nationales, ii) aux sources régionales, et iii) aux autres sources.

COOPÉRATION AVEC
L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Résolution adoptée le 29 octobre 1949
(E/CN.11/230/Rev.1)

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient,

Prend note du document E/CN.11/198, qui traite de la formation technique et de la coopération avec l'Organisation internationale du Travail, et des deux annexes audit document préparées par le Bureau international du Travail ;

Prend note avec satisfaction de la création, au mois de mai, de la Station d'action asiatique de l'OIT pour la formation technique, qui se trouve à Bangalore, et des étroites relations qui se sont déjà établies entre cette station et le secrétariat régional de la CEAE0 ;

Recommande que ces relations soient maintenues et resserrées par tous les moyens possibles en vue de la contribution fondamentale à apporter au développement économique de la région par l'accroissement des moyens de formation technique.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Résolution adoptée le 29 octobre 1949 (E/CN.11/231)

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient,

Prend acte du document E/CN.11/200, préparé par le Secrétaire exécutif, qui résume l'activité en matière d'assistance technique dans la région jusqu'à ce jour et la situation actuelle en ce qui concerne les services d'assistance technique qui seront offerts en plus grand nombre en 1950 aux termes de la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale,

Prend acte aussi du fait que le Conseil économique et social a examiné, lors de sa neuvième session, l'ensemble de la question de l'Assistance technique et que l'Assemblée générale étudie actuellement, au cours de sa quatrième session, les recommandations formulées par le Conseil,

Prend acte, en outre, de la proposition du Secrétaire général consistant à « utiliser pleinement, non seulement les services du personnel du Secrétariat se trouvant au Siège, mais également ceux du personnel du secrétariat des commissions économiques régionales » (E/1327/Add.1²⁰),

Tenant compte des termes de la résolution E/CN.11/168, Annexe B, relative à la nécessité de préparer des programmes coordonnés de développement industriel, qui a été adoptée par la Commission à sa quatrième session,

Recommande aux gouvernements de la région :

1) D'utiliser au maximum les facilités offertes aux termes de la résolution 200 (III) en ce qui concerne les divers services qu'elle prévoit ;

2) D'anticiper sur le programme élargi d'assistance technique et de prévoir les étapes successives de leurs

²⁰ Voir *Assistance technique en vue du développement économique, Plan d'un programme pour l'extension de la collaboration par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées*, Publications des Nations Unies, numéro de vente, 1949.11.B.1, page 57.